



Hans-Peter Schadek a indiqué que « l'UE n'enverra pas de mission d'observation des élections pour les scrutins à venir au Cameroun ».

Le diplomate chef de la délégation de l'UE à Yaoundé s'exprimait ainsi à l'amphithéâtre de l'Institut des relations internationales du Cameroun (Iric) au cours d'une émission télévisée organisée en partenariat avec la section camerounaise de l'Union internationale de la presse francophone (UPF) le 09 mai 2018

Contacté par le journal l'œil du Sahel, la délégation de l'UE a expliqué « Une mission d'observation électorale de l'Union européenne n'est pour le moment pas prévue pour le Cameroun cette année. En termes généraux, les ressources sont limitées et l'UE est obligée d'établir un planning des missions – à l'échelon mondial - bien en avance et de prioriser les pays bénéficiaires. A ce stade, l'UE n'a pas reçu d'invitation à observer les élections au Cameroun cette année et pour le moment le Cameroun ne fait pas partie du planning pour 2018 »

L'institution ajoute qu'« étant donné la nécessité de disposer d'un certain délai de préparation pour une telle mission et, ayant à l'esprit les échéances assez brèves, il n'est pas sûr qu'une éventuelle invitation puisse encore être reçue favorablement à ce stade, en tout cas pour une véritable mission d'observation électorale complète, dans son format traditionnel. Toutefois, si

les autorités camerounaises en faisaient la demande, nous pourrions envisager d'envoyer une mission d'experts électoraux, au format et aux ambitions plus réduits et qui serait donc plus facile à organiser en un temps plus limité ».

Pas suffisant aux yeux de certains analystes politiques qui voient dans « l'absence de l'UE » un éventuel « déficit de crédibilité » de la prochaine présidentielle notamment, écrit le journal C'est le cas d'Hilaire Kamga. Pour cet expert des questions électorales, « d'un point de vue politique et symbolique, le fait que l'UE n'enverra pas une mission pour observer les élections à venir au Cameroun est un signal extrêmement négatif qui pourrait porter atteinte à la crédibilité du processus électoral en cours »